

CONSEIL DE DISCIPLINE

CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 26-15-01298

DATE : **9 septembre 2016**

LE CONSEIL :	ME CAROLINE CHAMPAGNE	Présidente
	ME NATHALIE JODOIN, notaire	Membre
	ME BERNARD LAROCHE, notaire	Membre

ME DOMINIQUE CLOUTIER, en sa qualité de syndique adjointe de la Chambre des notaires du Québec

Plaignante

c.

ME NATHALIE DRAGON, notaire

Intimée

DÉCISION SUR UNE DEMANDE DE SUSPENSION DES PROCÉDURES

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE CONSEIL INTERDIT LA DIVULGATION, LA PUBLICATION ET LA DIFFUSION DU NOM DES CLIENTS, AINSI QUE DE TOUT RENSEIGNEMENT PERMETTANT DE LES IDENTIFIER, À L'ÉGARD DES PIÈCES RR-2 À RR-19.

I. LES PROCÉDURES

[1] Le 8 août 2011, la Chambre des notaires du Québec et le Barreau du Québec déposent une requête introductive d'instance pour jugement déclaratoire et injonction permanente (« la requête en Cour supérieure ») contre des assureurs-titres et des centres de services de traitement de dossiers hypothécaires (« les défenderesses »), dont Compagnie FNF Canada, l'employeur de l'intimée, Me Nathalie Dragon.

[2] Cette requête vise à ce que la Cour supérieure déclare que les défenderesses contreviennent à la *Loi sur le notariat*¹ et la *Loi sur le Barreau*², en ce qu'elles usurpent des fonctions de notaire et d'avocat qui sont du ressort exclusif de ces derniers, et qu'elles exercent illégalement ces professions. La Chambre des notaires du Québec et le Barreau du Québec demandent aussi au tribunal d'ordonner aux défenderesses qu'elles cessent d'exercer les fonctions suivantes qu'ils qualifient d'exclusives aux notaires et avocats:

- a. préparer et rédiger, pour le compte d'autrui, des actes d'hypothèques immobilières, des actes de prêts pour fins de subrogation dans ces actes ou de tout autre acte affectant ou se rapportant à des immeubles à être reçus par un notaire sous forme notariée, ainsi que des actes de prêts pour fins de subrogation, des actes sous seing privé de radiations, de quittances subrogatoires ou tout acte sous seing privé affectant ou se rapportant à des immeubles et requérant leur inscription ou leur radiation au registre foncier;
- b. donner des avis et consultations d'ordre juridique à autrui.

¹ Articles 15, 31 et 32 de la *Loi sur le notariat*, RLRQ c N-3.

² Articles 128, 133 et 135 de la *Loi sur le barreau*, RLRQ c B-1.

[3] Cette requête introductive d'instance doit être entendue en avril 2017 par la Cour supérieure.

[4] Par ailleurs, le 13 juillet 2015, la syndique adjointe dépose une plainte disciplinaire contre Me Dragon. Cette plainte comporte deux chefs d'infraction qui lui reprochent:

1. d'avoir reçu 275 actes notariés, lesquels actes ont été instrumentés de façon systématique par le biais de procurations sous seing privé dont les mandataires étaient les représentants d'une compagnie d'assurance-titre par ailleurs également son employeur, et sans communication avec les emprunteurs;
2. d'avoir reçu 3656 actes notariés, lesquels actes ont été instrumentés de façon systématique alors que la signature de l'emprunteur avait été obtenue devant un notaire délégué;

et ce faisant, Me Dragon, en agissant à titre de notaire instrumentant à ces actes :

- a. dans le cadre de sa mission d'officier public, a omis d'agir avec impartialité et de conseiller toutes les parties à l'acte auquel elle devait ou voulait donner le caractère d'authenticité, en contravention de l'article 11 de la *Loi sur le notariat*³ (« Loi sur le notariat »);
- b. a omis d'agir avec dignité et d'éviter toutes les méthodes et attitudes susceptibles de nuire à la bonne réputation de la profession et à son aptitude à servir l'intérêt public, en contravention de l'article 1 du *Code de déontologie des notaires*⁴ (« Code de déontologie »);
- c. a fait défaut d'agir à titre de conseiller désintéressé, franc et honnête de ses clients ou des parties, en contravention de l'article 7 du *Code de déontologie* ;
- d. a omis de faire connaître aux parties la nature de l'acte et ses conséquences juridiquement normalement prévisibles, en contravention de l'article 16 du *Code de déontologie*;
- e. a fait défaut de s'assurer des faits essentiels au soutien des actes et d'informer son client des formalités nécessaires à sa validité et à son efficacité, en contravention de l'article 17 du *Code de déontologie*;

³ RLRQ, c. N-3.

⁴ RLRQ, c. N-3, r. 2.

- f. en plus des avis et des conseils, a omis de fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension des services qu'elle lui rend, en contravention de l'article 24 du *Code de déontologie*;
- g. a fait défaut de subordonner son intérêt personnel ainsi que celui de la société dans laquelle elle exerce ses activités professionnelles ou dans laquelle elle a des intérêts, à celui de son client et de sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle, en contravention de l'article 29 du *Code de déontologie*;
- h. a conclu une convention ayant pour effet de mettre en péril l'indépendance et/ou le désintéressement et/ou l'objectivité et/ou l'intégrité requis pour l'exercice de la profession de notaire, en contravention de l'article 29.1 du *Code de déontologie*;
- i. a omis d'éviter toute situation où elle serait en conflit d'intérêts, en contravention de l'article 30 du *Code de déontologie*;
- j. a omis d'ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client, en contravention de l'article 31 du *Code de déontologie*;
- k. a posé un acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité des membres ou à la discipline des membres de l'ordre, en contravention de l'article 59.2 du *Code de des professions*⁵ (« *Code des professions* »).

[5] Les faits reprochés dans la plainte disciplinaire se sont déroulés entre 2008 et 2013.

[6] Le 15 février 2016, Me Dragon présente une demande pour suspendre l'audition de la plainte disciplinaire déposée contre elle jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu relativement à la requête en Cour supérieure. Cette demande est modifiée le 17 mai 2016.

⁵ RLRQ, c. C-26.

[7] Me Dragon présente les motifs suivants au soutien de sa demande de suspension :

- a. La Chambre des notaires a déjà saisi la Cour supérieure d'une requête pour jugement déclaratoire;
- b. Le Conseil de discipline doit faire preuve de déférence envers les conclusions à venir de la Cour supérieure;
- c. Il existe un risque réel de jugements contradictoires alors que les procédures de la Chambre des notaires et de la syndique adjointe auront pour effet de faire clarifier le droit;
- d. La preuve requise devant les deux instances est importante et similaire et l'on doit faire preuve d'économie à l'égard des ressources judiciaires;
- e. Il n'y a pas de préjudice pour le public;
- f. Me Dragon subirait un préjudice irréparable;
- g. Il n'y a pas de précédent défavorable pour le Conseil de discipline.

II. QUESTION EN LITIGE

[8] Le Conseil de discipline doit-il suspendre l'instance disciplinaire jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu sur la requête introductive d'instance pour jugement déclaratoire et injonction permanente déposée auprès la Cour supérieure?

III. ANALYSE

[9] Le pouvoir du Conseil de discipline de suspendre une instance disciplinaire découle notamment de l'article 143 du *Code des professions* :

143. Le conseil de discipline a le pouvoir de décider toute question de droit ou de fait nécessaire à l'exercice de sa compétence.

Il peut recourir à tous les moyens légaux pour s'instruire des faits allégués dans la plainte.

[10] Il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire que le Conseil de discipline doit exercer judicieusement.

[11] À ce sujet, le juge Yves Alain de la Cour supérieure s'exprime ainsi :

[5] La décision que doit rendre le Tribunal de suspendre ou non le recours relève de sa discrétion judiciaire. Elle doit être exercée judicieusement en prenant en considération l'intérêt des parties, l'impact que pourrait causer cette suspension sur le cheminement du recours, les risques de jugements contradictoires et l'utilisation des ressources judiciaires. C'est une décision d'opportunité, mais le fardeau repose sur les épaules de celui qui demande la suspension.

[6] Le Tribunal doit à la fois agir avec déférence pour la Cour d'appel qui aura à statuer sur le recours de l'AJACLP et éviter de placer le juge de première instance, qui aura à statuer sur les présents recours, dans un carcan qui l'empêcherait de décider.

[7] La situation doit être examinée dans son ensemble. Il est nécessaire d'évaluer tous les paramètres de chacun des recours, les questions véritablement en litige et le but recherché par les parties.⁶

[12] Ainsi, même si les conditions énoncées à l'article 212 du nouveau *Code de procédure civile*⁷ (autrefois 273) ne sont pas satisfaites, le Conseil de discipline peut user de sa discrétion pour suspendre les procédures :

212. La Cour du Québec saisie d'une demande ayant le même fondement juridique ou soulevant les mêmes points de droit et de fait qu'une demande introduite en Cour supérieure peut, même d'office, suspendre l'instance, pourvu qu'aucun préjudice sérieux n'en résulte pour les autres parties.

L'ordonnance de suspension vaut jusqu'au jugement de la Cour supérieure passé en force de chose jugée; elle peut être révoquée si des faits nouveaux le justifient.

⁶ *Association des juges administratifs du Tribunal administratif du Québec c. Québec (Procureur général)*, 2011 QCCS 6719 (CanLII).

⁷ RLRQ c C-25.01.

[13] Ferland et Émery⁸ proposent trois critères pour décider d'ordonner la suspension de procédures:

1. Les deux instances doivent être saisies d'actions mues ou non entre les mêmes parties;
2. Ces deux actions doivent avoir le même fondement juridique ou soulever les mêmes points de droit et de faits;
3. Aucun préjudice sérieux ne peut en résulter pour la partie adverse.

[14] Les tribunaux s'inspirent aussi des critères établis par la Cour suprême qui nous enseigne que la suspension d'instance et l'injonction interlocutoire sont des redressements de même nature qui doivent être régis par les mêmes règles⁹. Ainsi, celui qui demande la suspension doit démontrer :

- qu'il a une apparence de droit et que la question soulevée est sérieuse;
- qu'il subira un préjudice irréparable si la suspension n'est pas ordonnée;
- que la prépondérance des inconvénients favorise l'octroi du sursis.

[15] En l'espèce, les deux procédures ne concernent pas les mêmes parties.

[16] En effet, Me Dragon n'est pas une partie concernée dans les procédures devant la Cour supérieure.

[17] Quant à la plainte disciplinaire, ni les demandeurs, ni les défenderesses de la requête devant la Cour supérieure ne sont visés. Les parties sont la syndique adjointe et Me Dragon uniquement.

[18] Ainsi, Me Dragon n'a pas à faire face à deux débats contradictoires.

[19] Aussi, les deux procédures n'ont pas les mêmes fondements juridiques.

⁸ Denis FERLAND et Benoît ÉMERY, *Précis de procédure civile du Québec*, 5^e éd., Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2015, page 641-642.

⁹ *Manitoba (P.G.) c. Metropolitan Stores Ltd.*, [1987] 1 RCS 110, 1987 CanLII 79 (CSC).

[20] Il est utile de rappeler que le droit professionnel est un droit *sui generis* qui ne doit pas être confondu avec le droit civil.

[21] Le Tribunal des professions dans l'affaire *Bélanger c. Guilbeault (ingénieurs)*¹⁰ explique que le droit disciplinaire est un droit autonome et n'a pas à céder le pas aux autres domaines du droit.

[22] Aussi, tel que le mentionne M^e Eliane Gauvin dans son article publié dans la *Collection de droit 2013-2014* de l'École du Barreau¹¹:

« Quant aux demandes de sursis formulées lorsqu'une autre instance est saisie d'une demande fondée sur les mêmes faits que ceux pertinents au processus disciplinaires, les instances disciplinaires et supérieures sont généralement peu enclines à ordonner l'arrêt temporaire du processus vu la spécificité de l'objectif poursuivi par les conseils de discipline, à savoir la détermination du bien-fondé d'une plainte disciplinaire [...] »

[Nos soulignements]

[23] En l'espèce, la plainte disciplinaire est portée en vertu de plusieurs articles du *Code de déontologie*. La syndique adjointe reproche à Me Dragon d'avoir enfreint à des devoirs et obligations envers le public et des clients, d'avoir manqué d'intégrité, de disponibilité et de diligence, ainsi que de ne pas avoir fait preuve d'indépendance et de désintéressement. Les chefs d'infraction concernent des actes posés entre 2008 et 2013.

[24] Cette plainte disciplinaire est du ressort exclusif du Conseil de discipline. En effet, l'article 152 du *Code des professions* confère au Conseil de discipline une juridiction exclusive en matière disciplinaire.

¹⁰ 2004 QCTP 074.

¹¹ Collection de droit 2015-2016, vol.1 *Éthique, déontologie et pratique professionnelle*, École du Barreau, Éditions Yvon Blais.

[25] Le Conseil de discipline doit déterminer si Me Dragon a commis les actes qui lui sont reprochés et, dans l'affirmative, si elle a ainsi commis une infraction déontologique.

[26] Si le Conseil de discipline déclare le professionnel coupable d'avoir enfreint le *Code des professions*, sa loi constitutive, ou l'un ou l'autre des règlements adoptés en vertu de ces derniers, les seules sanctions qu'il peut imposer sont celles prévues à l'article 156 du *Code des professions* et aucune autre.

[27] À cette fin, en règle générale, le Conseil de discipline ne tient pas compte des procédures civiles prises parallèlement au processus disciplinaire. Le Conseil de discipline n'est pas lié par une décision rendue par une autre instance civile relativement aux faits qui font l'objet d'une plainte.

[28] Les procédures devant la Cour supérieure sont d'un tout autre ordre. En effet, la Chambre des notaires et le Barreau du Québec demandent à la Cour supérieure de déclarer que les défenderesses exercent illégalement des fonctions de notaire et d'avocat et d'ordonner à ces dernières qu'elles cessent de poser des actes exclusifs à ces professions.

[29] Si la Cour supérieure décide que les défenderesses usurpent effectivement des fonctions de notaire et d'avocat qui sont du ressort exclusif de ces derniers et qu'elles exercent illégalement ces professions, est-ce que la plainte disciplinaire devient caduque?

[30] Ou à l'inverse, si la Cour supérieure conclut que le recours de la Chambre des notaires et du Barreau du Québec n'est pas fondé, est-ce que la plainte disciplinaire devient sans objet?

[31] Bien sûr que non.

[32] Le recours de la syndique adjointe, même s'il était fondé sur les mêmes faits que ceux qui seraient allégués devant la Cour supérieure, advenant qu'ils étaient établis devant les deux instances, n'est pas susceptible d'engendrer des jugements contradictoires, puisque l'objet et la portée de ces derniers sont fort différents.

[33] Que le Conseil de discipline déclare Me Dragon coupable ou non des infractions déontologiques reprochées, sa décision n'a pas l'autorité de la chose jugée car ses conclusions ne concernent pas le litige devant la Cour supérieure.

[34] De même, que la Cour supérieure tranche en faveur ou non des prétentions de la Chambre des notaires et du Barreau du Québec, ceci n'a pas d'impact sur la culpabilité de Me Dragon.

[35] Les conclusions de l'une et l'autre décisions ne lient ni l'une, ni l'autre instance. Il n'y a donc pas de risque de jugement contradictoire.

[36] Au sujet du risque de jugements contradictoires, le Tribunal écrit d'ailleurs ceci :

«Plusieurs instances différentes peuvent être appelées à se prononcer sur les mêmes faits faut-il le rappeler. Par contre, tant que l'objet de chaque recours et que la preuve dans chacun diffèrent, que les parties ne sont pas les mêmes, les conclusions de chaque instance pourront évidemment être différentes sans pour autant être contradictoires et porter atteinte aux droits de la personne poursuivie devant chacune des instances.»¹²

[Nos soulignements]

[37] En outre, Me Dragon prétend que si la suspension n'est pas accordée, elle aurait « à subir seule ce débat qui dépasse largement sa situation individuelle et qui perdure maintenant depuis plus de dix ans au sein de la Chambre des notaires ». Elle ajoute qu'elle « devrait y consacrer temps, énergie et ressources et risquerait une condamnation sur la base d'une interprétation du droit applicable qui pourrait être

¹² *Bélanger c. Ingénieurs*, 2004 QCTP 74 (CanLII).

subséquemment affectée, voire même modifiée, par les conclusions de la Cour supérieure dans le dossier civil ».

[38] Parce qu'il ne risque pas d'y avoir de jugements contradictoires pour les motifs déjà exposés, cet argument de Me Dragon ne peut être retenu. Le Conseil de discipline ne peut donc conclure que Me Dragon subirait un préjudice irréparable sans la suspension des procédures.

[39] Par contre, si le Conseil de discipline acceptait de suspendre l'instance disciplinaire en raison d'une requête devant la Cour supérieure, il ne remplirait pas le rôle que lui confie le législateur.

[40] Le processus disciplinaire pourrait être paralysé, ce qui irait à l'encontre de son devoir en regard de la protection du public.

[41] La balance des inconvénients est en faveur de la poursuite de l'instance disciplinaire et ce, malgré notamment le fait que l'urgence n'ait pas été alléguée.

[42] A ce sujet, il est utile de rappeler les propos de la Cour supérieure :

[42] Lorsqu'il est question de balance des inconvénients dans le contexte d'un processus disciplinaire, le Tribunal est amené à soupeser les intérêts collectifs et les intérêts individuels.

[43] Le Code des professions impose aux ordres professionnels l'obligation de procéder dans des délais très courts en matière de plaintes disciplinaires. Cette obligation découle de la mission première des Ordres professionnels, la protection du public. Dès lors, la balance des inconvénients milite en faveur des défendeurs, dont la mission ne peut être retardée qu'à la suite d'une preuve d'apparence sérieuse de droit de la part des individus qui désirent retarder le processus prévu dans le Code des professions. Comme cette preuve n'a pas été faite et que la preuve d'un préjudice sérieux et irréparable n'a pas été rencontrée de l'avis du Tribunal, rien ne justifie de conclure que la balance des inconvénients joue en faveur des demandeurs.¹³

¹³ *Chassé c. Conseil de discipline de l'Ordre des optométristes du Québec*, 2010 QCCS 5871 (CanLII).

[43] À la lumière de ce qui précède, le Conseil est d'avis que Me Dragon n'a pas démontré qu'elle se trouve dans une situation exceptionnelle qui justifie le Conseil de discipline de surseoir à l'audition de la plainte disciplinaire portée contre elle.

IV. DÉCISION

EN CONSÉQUENCE, LE CONSEIL, UNANIMEMENT:

REJETTE la requête de l'intimée;

CONVOQUE les parties pour procéder à l'audition à être fixée sur culpabilité.

Me CAROLINE CHAMPAGNE
Présidente du Conseil de discipline

Me NATHALIE JODOIN, notaire
Membre du Conseil de discipline

Me BERNARD LAROCHE, notaire
Membre du Conseil de discipline

Me Nathalie Vuille
Avocate de la Plaignante

Mes François Grondin et Patrick Plante
Avocats de l'Intimée

Date d'audience : Le 3 juin 2016